

▲ TBBK ▼ CTFP ►

Tripartite Berufsbildungskonferenz

Conférence tripartite de la formation professionnelle

Conferenza tripartita della formazione professionale

Prise en compte des acquis dans le domaine de la formation formelle

Forum de dialogue «prestataires de la formation et de la formation continue», 10.06.2021, D. Duttweiler, SEFRI

Prise en compte des acquis dans la formation formelle

Types de prise en compte:

- Raccourcissement de la durée d'une filière de formation
- Admission à la procédure de qualification
- Cas particulier : validation des acquis de l'expérience

Compétences:

- Organes responsables de la formation formelle

Conditions de réussite:

- Présentation transparente des compétences acquises



Cadre légal

LFCo

La Confédération et les cantons veillent [...] à assurer la transparence des procédures de prise en compte de la formation continue et de la formation informelle dans la formation formelle. [...] Ils désignent les organes qui fixent les critères régissant la prise en compte et qui veillent à la transparence.

LFPr

Encouragement de la perméabilité: les prescriptions sur la formation professionnelle garantissent la plus grande perméabilité possible au sein de la formation professionnelle ainsi qu'entre la formation professionnelle et les autres secteurs du système éducatif.

Les expériences, professionnelles ou non, la formation spécialisée et la culture générale acquises en dehors des filières habituelles sont dûment prises en compte.

OFPr

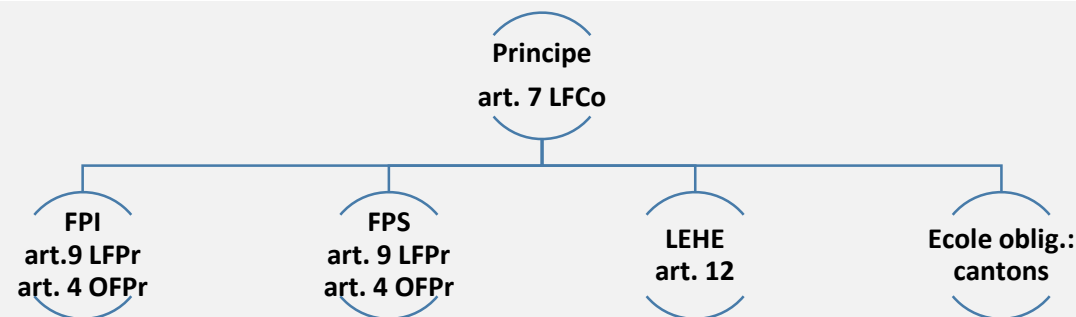
La prise en compte des acquis est du ressort:

- a. des autorités cantonales, dans le cas du raccourcissement individuel d'une filière de formation d'une formation initiale en entreprise;
- b. des prestataires compétents, dans le cas du raccourcissement individuel d'une autre filière de formation;
- c. des organes compétents, dans le cas d'admission aux procédures de qualification.

LEHE

Dans le cadre de la présente loi, le Conseil des hautes écoles traite les affaires qui concernent les tâches des collectivités responsables d'une haute école. La convention de coopération peut lui déléguer les compétences suivantes:

- a. édicter des dispositions portant sur: [...] 3. la reconnaissance des diplômes et des procédures de validation des acquis,



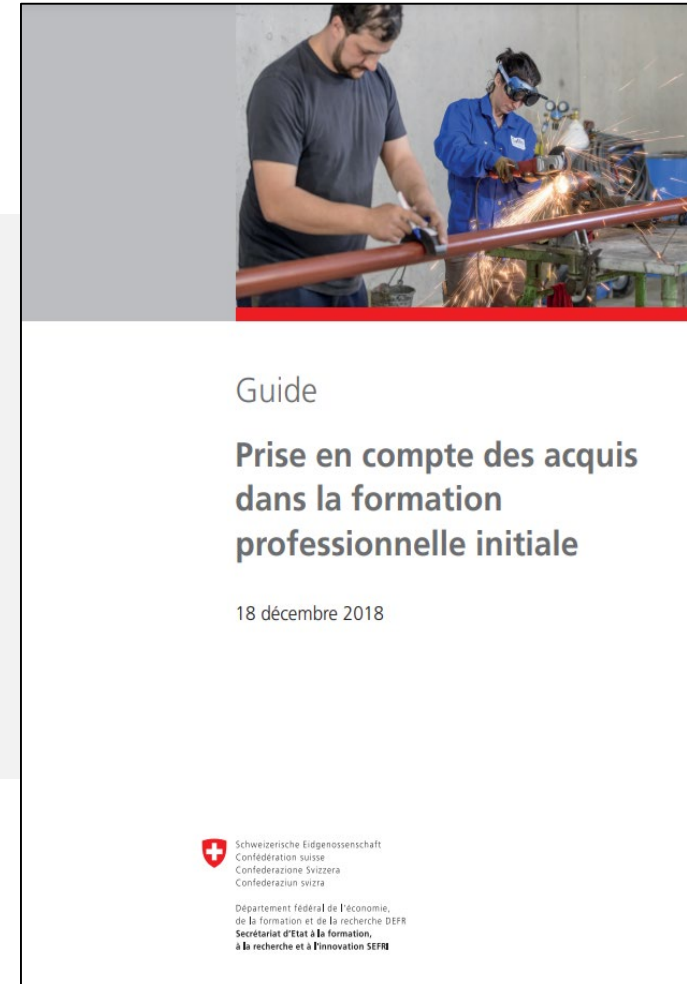
Dans la formation professionnelle initiale

Le SEFRI a publié le Guide sur la prise en compte des acquis dans la formation professionnelle initiale, qui décrit le processus de prise en compte des acquis.

La CSFP définit actuellement les modalités de mise en œuvre dans les cantons.

Pour télécharger le guide :

www.sbf.admin.ch/leitfaden-anrechnung



Base légale I

Le principe de la plus grande perméabilité possible est inscrit dans la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle (LFPr).

L'art. 9 LFPr prévoit une prise en compte adéquate des acquis.

Les acquis qui peuvent être pris en compte concernent les domaines suivants :

- diplômes de la formation professionnelle;
- diplômes des autres secteurs du système éducatif;
- expériences, professionnelles ou non, acquises en dehors des filières de formation habituelles;
- formation spécialisée et culture générale.

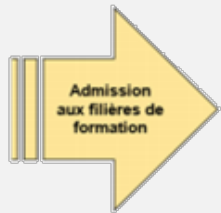
Base légale II

Conformément à l'art. 4, al. 2, de l'ordonnance du 19 novembre 2003 sur la formation professionnelle (OFPr), les cantons veillent à assurer des services de consultation chargés d'aider les personnes à rassembler les attestations de leurs qualifications. Ces attestations permettent d'identifier les acquis qui peuvent être pris en compte.

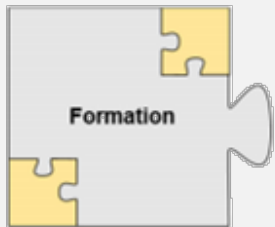
Conformément à l'art. 4, al. 1, OFPr, la prise en compte est du ressort :

- des autorités cantonales, dans le cas du raccourcissement individuel d'une filière de formation d'une formation initiale en entreprise;
- des prestataires compétents, dans le cas du raccourcissement individuel d'une autre filière de formation;
- des organes compétents, dans le cas d'admission aux procédures de qualification.

Types de prise en compte dans la formation professionnelle initiale



Sont admis à une formation professionnelle initiale les adultes qui ont terminé la scolarité obligatoire ou qui disposent d'une qualification équivalente.



Les acquis sont pris en compte sous la forme d'une dispense de l'enseignement ou d'un raccourcissement de la durée de formation ou du temps de travail (apprentissage à temps partiel).



Sont admis à une procédure de qualification les adultes qui ont suivi une formation professionnelle initiale dans un autre cadre que celui d'une filière de formation réglementée.

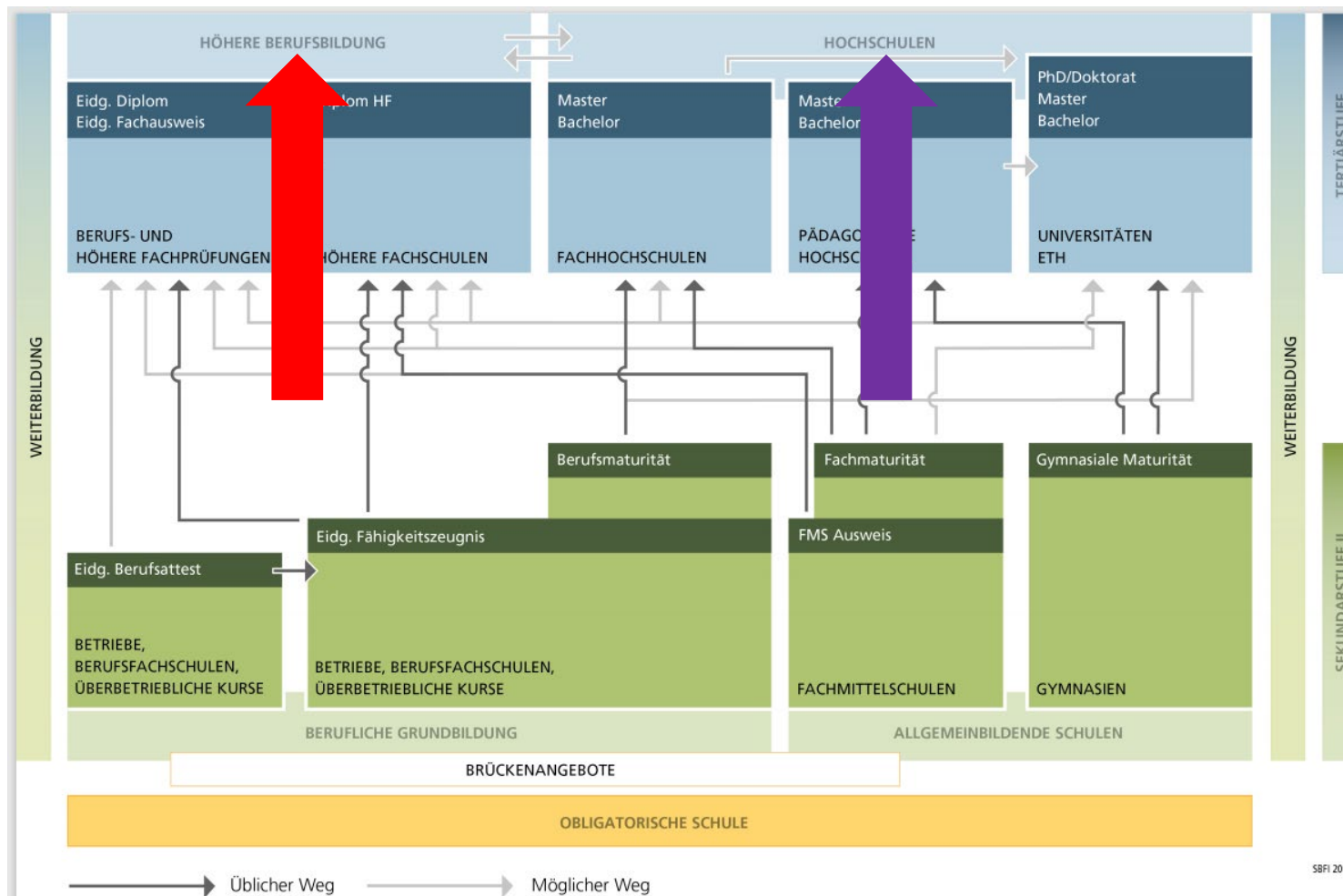


Les acquis sont pris en compte sous la forme d'une dispense de parties scolaires de la procédure de qualification.

Processus de prise en compte dans la formation professionnelle initiale



Dans la formation professionnelle supérieure



Projet: Prise en compte des acquis – Filières de formation ES



Objectif:

- Créer davantage de transparence grâce à des recommandations concernant la prise en compte des acquis dans les filières ES
- Intégration de la pratique actuelle
- Prise en compte des différences entre les domaines d'études

État d'avancement du projet: **lancé**

- D'ici à l'automne 2022 : vaste état des lieux (en association avec le projet de recherche de l'IFFP) et approbation des recommandations relatives à la prise en compte des acquis (résultat)

Hautes écoles – Validation des acquis de l'expérience

Bases légales fédérales

Coordination par l'organe politique supérieur de la Confédération et des cantons

« Le Conseil des hautes écoles de la Conférence suisse des hautes écoles peut édicter des **dispositions sur la reconnaissance des diplômes et des procédures de validation des acquis** ». LEHE RS 414.20, art. 12, al. 3, let. a, ch. 3.

Autonomie des hautes écoles

« La Confédération respecte l'**autonomie accordée aux hautes écoles** par les collectivités responsables ainsi que les principes de liberté et d'unité de l'enseignement et de la recherche ». LEHE RS 414.20, art. 5, al. 1.

Admission aux études – procédure et décision – sous la responsabilité des hautes écoles

« Les hautes écoles (...) peuvent prévoir la possibilité d'une admission au premier cycle d'études sur la base d'une formation antérieure jugée équivalente ». LEHE RS 414.20, art. 23, al. 2 ss.

Les législations cantonales s'appliquent. Principes : lifelong learning, assurer la perméabilité du système pour les étudiant-e-s qualifié-e-s tout en maintenant les profils et les exigences de qualité des hautes écoles.

Hautes écoles – Validation des acquis de l'expérience

Admissions aux études de bachelor dans les hautes écoles spécialisées (HES)

Guide de bonnes pratiques adopté par la Chambre des HES de swissuniversities :

*« La haute école spécialisée **peut valider les acquis** de l'expérience et de la formation professionnelle supérieure **jusqu'à concurrence de 90 crédits ECTS** (N.B. bachelor = 180 ECTS) en faisant entrer en ligne de compte les compétences acquises ainsi que l'adéquation entre celles-ci et les exigences posées par ces études ». ch. 3.6.2, 29.10.2015.*

Exemple de concrétisation : Haute école spécialisée de Suisse occidentale HES-SO

Mise en place d'un dispositif complet à l'intention des futurs étudiant-e-s :

- Depuis la démarche d'éligibilité jusqu'à la validation des acquis de l'expérience elle-même (VAE)
- Ciblé en fonction des domaines et des filières d'études
- <https://www.hes-so.ch/fr/validation-acquis-experience>

Hautes écoles – Prise en compte pour la formation continue

Admissions aux programmes de la formation continue CAS, DAS, MAS des HES

Valeurs de référence de swissuniversities :

« **Les hautes écoles ont la liberté de définir des conditions d'admission plus restrictives pour certains programmes ou d'ouvrir des programmes à d'autres candidat-e-s qualifié-e-s. En particulier peuvent être admises les personnes disposant d'un titre de la formation professionnelle supérieure. Les personnes admises doivent témoigner d'une expérience professionnelle suffisante dans un champ professionnel en lien avec la formation continue et de connaissances scientifiques appropriées pour le programme de formation continue.**

Chaque haute école détermine les modalités d'admission spécifiques pour chaque CAS, DAS et MAS ».

Bases légales : LEHE art. 12, al. 3, let. a, ch. 4 ; ordonnance sur la coordination de l'enseignement dans les hautes écoles suisses art. 5 ; LFCo art. 2, al. 2; LFCo art. 5 à 9

Discussion